

## CONTRÔLE N° 2 DU 2<sup>ème</sup> SEMESTRE

### **Exercice 1 : (5 points)**

*Au moment où les exportations n'ont progressé que de 3% au terme des dix premiers mois de 2012, se chiffrant à 150,04 milliards de DH, les importations ont évolué de 6,6%, totalisant 313,95 milliards de DH.*

Malgré toutes les mesures qui ont été prises pour le réduire, l'écart entre l'évolution des importations et celle des exportations ne fait que se creuser, le Maroc continuant à acheter à l'étranger pour satisfaire ses besoins en marchandises plus qu'il n'y vend. Résultat, un déficit commercial qui s'aggrave en dix mois.

Du coup, le taux de couverture des importations par des exportations a reculé entre les deux périodes, selon les derniers chiffres fournis par l'Office des changes. Ainsi, au moment où les exportations n'ont progressé que de 3% au cours des dix premiers mois de cette année, se chiffrant à 150,04 milliards de DH, les importations ont évolué de 6,6%, totalisant 313,95 milliards de DH.

Cette hausse des approvisionnements à l'étranger est due essentiellement aux produits énergétiques, dont les achats représentant 56,7% de la hausse totale des importations. Il s'agit notamment du gasoil et fuel, dont les importations ont évolué en valeur de 18,7%, du pétrole brut (+13,9%), du gaz de pétrole et autres hydrocarbures (+17,5%).

La facture alimentaire s'est également alourdie de près de 9%, avec notamment la hausse des approvisionnements du blé (11,6% en valeur et 8,6% en volume). Cette hausse aurait pu être plus importante sans une baisse du prix moyen de la tonne importée de près de 6%. De même, on note l'accroissement des achats du sucre brut ou raffiné (8,1%), du maïs (+4,5%), des tourteaux et autres résidus des industries alimentaires (18,5%), de l'orge (+809,9 millions de DH), du café (32,6%) et des dattes (+34,3%).

Il faut noter toutefois dans les indicateurs du commerce extérieur un bon signe pour l'activité économique. Il s'agit de la hausse des importations des biens d'équipement (9,4%), ce qui reflète une bonne dynamique de l'investissement des entreprises dans l'outil de production. Ainsi, ces chiffres font état d'un bond des achats des voitures industrielles (+45,6%), des machines à trier, concasser, broyer ou agglomérer (+1,94 milliard de DH), des bateaux de mer (+269,3 millions de DH).

Pour les importations des demi-produits, elles ont certes baissé de plus de 2%, à cause notamment des contreperformances des achats de l'ammoniac (-33,5%) et du soufre raffiné (-60,9%). Toutefois, l'on note une hausse des produits laminés, des accessoires de tuyauterie et construction métallique, des fils, barres et profilés en fer ou en aciers.

*Texte adapté*

### **T.A.F. :**

- 1. Expliquer l'expression suivante : déficit commercial (0,5 point)**
- 2. Relever du document et illustrer la structure des importations marocaines (1 point)**
- 3. Calculer le déficit commercial à fin octobre 2012 (0,5 point)**
- 4. Calculer les exportations et les importations en 2011 (1 point)**
- 5. Calculer le solde commercial en 2011 (0,5 point)**
- 6. Calculer et commenter l'évolution du solde commercial entre 2011 et 2012 (0,5 point)**
- 7. A partir du document, relever les caractéristiques du commerce extérieur marocain (1 point)**

### **Exercice 2 : (3 points)**

Toute surévaluation de la monnaie nationale par rapport à celle des partenaires commerciaux, clients ou concurrents, augmente le prix à l'export et influe négativement sur la compétitivité du pays sur les marchés internationaux. Selon les analystes du Centre Marocain de Conjoncture, « le débat sur le taux de change ne peut se limiter à une polémique autour de la dévaluation ». Il devra également porter sur le régime de change qui se définit comme l'ensemble des règles et des mesures qui délimitent et guident le champ d'intervention des

autorités monétaires sur le taux de change. Il est à rappeler que le régime de change appliqué au Maroc est celui du change fixe.

Désormais, il faut admettre que l'ouverture accrue expose le pays plus fréquemment à des chocs externes. Il s'avère ainsi plus judicieux de mettre à la disposition des opérateurs des produits financiers leur permettant de se prémunir contre les risques générés par l'instabilité du taux de change. **Parce qu'à défaut de faire face aux réels problèmes de compétitivité, la dévaluation apparaît comme une solution de facilité, mais avec un résultat incertain voire contraire à l'objectif arrêté.**

*Source : 100 fiches pour comprendre les sciences économiques*

**T.A.F. :**

**1-Définir : dévaluation (0,5 point)**

**2-Expliquer le passage souligné dans le document (1 point)**

**3- Préciser deux arguments qui justifient l'adoption du change fixe par le Maroc (1 point)**

**Exercice 3 : (3 points)**

**RESSOURCES ET EMPLOIS AUX PRIX COURANTS EN MILLIONS DE DH (Maroc)**

Agrégats	2002	2007
Produit intérieur brut	397 782	.....
Importations de biens et services	123 356	219 319
Consommation finale intérieure	344 833	473 979
Formation brute du capital fixe	91 142	142 184
Variation de stocks	-825	-1 465
Exportations de biens et services	85 988	137 385

*Source : Rapport Economique et Financier 2007 ; du ministère des finances et de la privatisation*

**T.A.F. :**

**1- Selon quelle optique peut-on calculer le PIB (0,5 point)**

**2- Calculer le PIB de l'année 2007 (0,5 point)**

**3- Compléter le tableau suivant : (2 points)**

Ressources	Montants	Emplois	Montants
.....	.....	.....	.....
<b>Total</b>	.....	<b>Total</b>	.....

**Exercice IV : (5 points)**

**En baisse de 24% par rapport aux 55 milliards de DH de 2012**

**Le coût de la Compensation en 2013**

La charge de compensation des produits pétroliers s'est élevée à 16,8 milliards de DH à fin octobre.

Le gouvernement a revu à la baisse les charges prévisionnelles de la Caisse de compensation pour 2013. De 42,7 milliards de DH annoncés en octobre dernier lors de la publication du projet de loi de Finances 2014, celles-ci devraient avoisiner les 42 milliards. Ce chiffre a été révélé le 27 novembre à Rabat lors du conseil d'administration de la Caisse de compensation, présidé par le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane. «Les charges globales nettes de la Caisse pour 2013 avoisinent les 42 milliards de dirhams, enregistrant une baisse de 24% par rapport aux 55 milliards de l'année précédente», a déclaré Abdelilah Benkirane.

Le chef du gouvernement a expliqué que l'amélioration des charges attendue cette année est due à la baisse des prix des produits de base au niveau mondial, ainsi qu'au recul de la consommation des produits subventionnés. À noter toutefois que les crédits ouverts initialement pour 2013 atteignaient 40 milliards de DH. Le cours du Brent sur les marchés internationaux a en effet connu une accalmie avec une baisse de 9%, et une moyenne du cours de 107 dollars le baril au 31 juillet 2013. À partir du milieu du mois d'août, le cours du Brent s'est envolé pour atteindre son plus haut niveau, soit 115 dollars le baril, et ce, à la suite essentiellement de la crise politique en Syrie.

Le cours du gaz butane sur le marché international a, lui aussi, baissé de 4% depuis le début de l'année, atteignant ainsi une moyenne de 865,35 dollars la tonne à fin octobre. Pour la même période, les cours du sucre ont également enregistré une diminution de 8,68% avec un cours moyen qui atteint 495,46 \$/t. Selon le ministère de l'Économie et des Finances, à fin août 2013, les dépenses de compensation ont reculé de 19% en glissement annuel pour s'établir à près de 30 milliards de DH. D'après la Caisse de compensation, le paiement de la subvention au 31 octobre 2013, des produits pétroliers du gaz butane et du sucre a atteint 36 milliards de DH.

La charge de compensation des produits pétroliers, à elle seule, s'est élevée à 16,8 milliards de DH pour la même période, alors que celle relative au gaz butane se monte à 9,8 milliards.

Le gouvernement prévoit ainsi 33 milliards de DH pour le soutien direct des prix à la consommation : 28 milliards pour les produits pétroliers et 5 milliards pour les produits alimentaires. À cela s'ajoute une enveloppe de 2 milliards de DH pour le financement des mesures d'accompagnement suite à l'application du système d'indexation partielle des prix de certains produits pétroliers entré en vigueur le 16 septembre dernier.

**Source : Le Matin du 28/11/2013**

**T.A.F. :**

- 1. Expliquer les expressions soulignées du document. (1,75 point)**
- 2. Calculer et commenter l'évolution annuelle des dépenses de compensation entre 2012 et 2014 (1 point)**
- 3. Expliquer comment l'Etat peut-il déterminer ces dépenses (1 point)**
- 4. Expliciter comment l'Etat a pu maîtriser ces dépenses de compensation (1,25 point)**

**Exercice V : (4 points)**

Question de synthèse : A partir de vos connaissances et des exercices I et II, montrer comment le Maroc peut-il relever le défi du commerce extérieur et ce après avoir mis le point sur l'état actuelle du commerce marocain.